CAVIMAC

au 01/01/2023

Projet de loi à partir du 01/09/2023 Différence entre les 2 régimes

CARSAT

(RÉGIME GÉNÉRAL) au 01/01/2023

Projet de loi à partir du 01/09/2023

Différence entre les 2 régimes

50 % du salaire annuel moyen brut

des 25 meilleures années (L'année

de départ à la retraite n'est pas

prise en compte)

Sans changement

Salaire brut réel

AGE LÉGAL À LA RETRAITE

NOMBRES DE TRIMESTRE POUR UNE RETRAITE À TAUX PLEIN

(Tout régime obligatoire confondu, français et étranger)

L'ÂGE DU TAUX PLEIN AUTOMATIQUE

lorsque le "taux plein" s'applique automatiquement sans condition de trimestres requis.

AGE LÉGAL AU

DÉPART À LA

RETRAITE ANTICIPÉE

POUR CARRIÈRE

LONGUE

PENSION À TAUX PLEIN

MONTANT MINIMUM
DE REVENU POUR
VALIDER UN

BASE DE CALCUL

VALIDER UN
TRIMESTRE DE
RETRAITE

POUR LES ENFANTS

MAJORATION

soit une minoration définitive, appliquée tout au long de la retraite.

DÉCOTE SUR LA RETRAITE DE BASE,

SURCOTE

CUMUL MINISTÈRE-RETRAITE / EMPLOI-RETRAITE

rrerence entre les 2 regimes

Projet : 64 ans

62 ans

168

Projet: 172 trimestres

Le nombre de trimestres nécessaires fluctue entre 167 pour les personnes nées à partir 1959 et 172 pour celles nées à partir de 1965.

67 ans Sans changement

5 trimestres cotisés avant l'âge de 20 ans

Ceux qui ont commencé avant 16 ans pourront partir à 58 ans ;

entre 16 et 18 ans à partir de 60 ans, entre 18 et 20 ans à partir de

62 ans et entre 20 et 21 ans à 63 ans. (Tout régime confondu

français, suisse, américain...)

50 % de la base de la cotisation annuelle moyen brut des 25 meilleurs années du SMIC. (L'année de départ à la retraite n'est pas prise en compte) Sans changement

SMIC BRUT

Sans changement

automatiquement augmenté de 10%. Avant 2010, 4 trimestres par enfant né ou adopté sont

A partir du 3ème enfant d'un assuré, le montant de la retraite est

150 fois le Smic horaire brut

automatiquement accordés à la mère en contrepartie de l'incidence sur sa vie professionnelle de la maternité ou de l'adoption.

A partir de 2010, pour tout enfant né ou adopté, 8 trimestres

supplémentaires sont accordés : 4 trimestres en contrepartie de la maternité ou de l'adoption et 4 trimestres en contrepartie de l'éducation de l'enfant. Les parents peuvent se répartir les trimestres accordés en contrepartie de l'adoption et de l'éducation.

La retraite est majorée de 1,25 % par trimestre supplémentaire validé.

Le taux de 50 % diminue de 1,25% pour chaque trimestre manquant.

(Le taux servant au calcul de la pension ne pourra être moins que 37,5%))

Sans changement

Conditions : • Avoir atteint l'âge légal de départ en retraite, fixé à 62 ans pour les

- personnes nées après 1955, • Avoir validé le nombre de trimestres requis fixé par sa génération,
- Continuer à travailler pour valider des trimestres supplémentaires.
- Le cumul de la retraite et de l'indemnité du ministère n'est pas limité car l'activité du ministre du culte n'est pas considérée comme une activité professionnelle. (Un ministre du culte cesse son activité professionnelle le jour où il exerce son ministère à plein temps.)

La poursuite indemnisée du

ministère est possible dès le

1er jour de la prise de la

retraite, sans payer des

cotisations à la CAVIMAC.

 Condition: avoir atteint l'âge légal de la retraite et cumulé le nombre de trimestre nécessaire pour avoir droit à la retraite au taux plein.

Sans changement

- Pour obtenir votre retraite de base du régime général, vous devez cesser toute activité professionnelle salariée et/ou non salariée relevant d'un régime obligatoire de retraite de base français.
- La reprise d'une activité salariée chez le dernier employeur (cumul emploiretraite) n'est possible que 6 mois après la cessation d'activité et l'admission en retraite.
- La somme du salaire mensuel brut d'activité et des montants bruts de la pension de retraite de base et complémentaire ne doit pas dépasser 160 % du Smic.
- Les cotisations « retraite »
 versées dans le cadre de la
 reprise d'activité ne
 permettent pas de bénéficier
 de nouveaux droits à la
 retraite.
- versées dans le cadre de la reprise d'activité permettra de bénéficier de nouveaux droits à la retraite.

• Les cotisations « retraite »